
M.E.S., Numéro 132, Vol. 2, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2024

POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ET PERFORMANCES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'INDE.

Quelles leçons pour la RD Congo ?

par

Astrid NTANGA MBUYI

Assistante, Haute Ecole de Commerce de Kinshasa

Résumé

La présente étude révèle qu'en 1960, la situation socio-économique de la RDC était meilleure que celle de l'Inde. Ceci apparaît clairement lorsque l'on compare le PIB par habitant de ces deux pays de 1960 à 2022. L'Inde a commencé à réaliser des performances socio-économiques supérieures à la RDC à partir de 1992. Actuellement, il fait partie des pays émergents par contre la RDC s'enfoncé. L'Inde a pris le chemin de développement et la RDC a pris, par contre, le chemin du sous-développement. L'expérience de l'Inde devait servir de leçon pour la RDC, car ce pays a pris des mesures courageuses malgré les moments difficiles et à mener à bien des réformes d'envergure pour transformer positivement son économie. Ainsi, la RDC doit mettre en place une bonne politique de développement pouvant permettre de réaliser des performances économiques et sociales inédites, des réformes structurelles courageuses, une détermination dans la lutte contre les antivaleurs et une quête effrénée de justice distributive pour asseoir un véritable patriotisme. Chaque secteur concerné devrait capitaliser ses opportunités pour assurer la diversification et la résilience de l'économie nationale. La préservation et la consolidation des acquis socio-économiques devraient être le leitmotiv de toute la population.

Mots-clés : performance, économique, sociale, émergent, réforme, structurelle, politique, développement, industrie et expérience.

Abstract

This study shows that in 1960 the socio-economic situation of the DRC was better than that of India. This is clear when comparing the GDP per capita of India and the DRC from 1960 to 2022. India began to achieve higher socio-economic performance than the DRC from 1992 onwards. Currently, India is one of the emerging countries, but the DRC is sinking. India has taken the path of development and the DRC has taken the path of underdevelopment. India's experience was to serve as a lesson for the DRC. India has taken courageous steps despite difficult times and has carried out far-reaching reforms to positively transform its economy. The DRC must put in place a good development policy that can lead to unprecedented economic and social performance, courageous structural reforms, determination in the fight against anti-values and a frantic quest for distributive justice to establish a sustainable economy. Each sector concerned should capitalise on its opportunities to ensure the diversification and resilience of the national economy. The preservation and consolidation of socio-economic gains should be the leitmotiv of the entire population.

Keywords : performance, economic, social, emerging, reform, structural, political, development, industry and experience.

INTRODUCTION

Pour assurer le bien-être de la population l'Etat à la responsabilité de poursuivre les objectifs de développement. Pour faire partie des économies émergentes à l'instar de l'Inde, il faut avoir la maîtrise de la technologie, de l'industrie et de l'énergie électrique afin de produire suffisamment de façon que la capacité nationale de production puisse devenir supérieure à la capacité nationale de consommation ou d'absorption. Il existe, en outre, des secteurs stratégiques à la vie d'une nation où il convient d'être le moins dépendant possible de l'extérieur, pour se prémunir des effets néfastes d'une éventuelle restriction – volontaire (guerre commerciale) ou involontaire (force majeure) – d'échanges économiques entre pays.

Après plus de soixante ans de l'indépendance, elle est encore à la recherche du progrès socio-économique. Il y a quelques pays qui ont réussi à trouver la voie du développement notamment l'Inde. La RDC a des atouts pour amorcer son processus de développement mais elle doit avoir une politique de développement efficace. Il est nécessaire de s'inspirer de l'expérience de l'Inde. Hormis

l'introduction et la conclusion, la structure de cette étude repose en trois points. Le premier aborde sa problématique, le deuxième est axé sur l'approche méthodologique suivie et enfin le dernier point présente ses résultats ainsi que de leur analyse. Une brève conclusion en met un terme.

I. PROBLEMATIQUE

Située au centre de l'Afrique, la République Démocratique du Congo est le deuxième pays le plus vaste du continent africain après l'Algérie avec une superficie de 2.345.409 km². Elle partage ses frontières d'une longueur de 9.165 km avec neuf pays : le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie, l'Angola, la République du Congo et la République Centrafricaine. A cheval sur l'Equateur, elle bénéficie d'une hydrographie exceptionnelle, constituée essentiellement par le fleuve Congo, second au monde par son débit (50 m³/seconde) après l'Amazone et le cinquième au monde par sa longueur (4.700 Km). Quant à la population congolaise, selon les estimations récentes, elle est évaluée à environ 80 millions d'habitants¹.

Le pays dispose d'un paysage végétal fait d'une part, des forêts denses de type équatorial vierge qui couvre 43 % du territoire (cuvette centrale) et recèle plus de 300 essences exploitables comme bois d'ouvrage représentant 47% des ressources forestières de toute l'Afrique ; d'autre part, d'une savane herbo-arborescente entrecoupée çà et là des forêts-galeries et/ou des forêts clairières. Le pays est semi enclavé avec une ouverture sur l'océan Atlantique d'environ 50 km².

Malgré l'abondance des ressources naturelles, la marche à tâtons de l'économie congolaise étonne. L'incapacité de concevoir des politiques de développement à la hauteur des attentes de la population interpelle la conscience de plus d'un congolais. Les performances économiques et sociales de la RDC ne sont nullement celles qui ont été augurées lors de l'accession à l'indépendance nationale. La RDC a vu son tissu économique durant environ cinquante dernières années, faiblir face aux différents chocs. Le développement et la prospérité sont pour le moment absents. La misère, le marasme économique et la pauvreté ont atteint de proportions alarmantes.

Cependant, il y a des pays qui réalisent des performances économiques et sociales grâce à l'efficacité de leurs politiques de développement à l'instar de l'Inde. L'Inde est un pays du Sud de l'Asie. Elle couvre une superficie 3 287 590 kilomètres carrés. L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé après la Chine et le septième pays le plus grand du monde. Sa population est estimée à 1417173173 d'habitants en 2022³. Il est actuellement compté parmi les économies émergentes. L'évolution de l'économie indienne ainsi que les différentes politiques appliquées constituent des sources d'inspirations pour les économies africaines notamment la RDC.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La présente réflexion emprunte l'approche comparative et l'approche descriptive utilisées en sciences sociales. L'objectif de cette étude consiste à décrire de manière succincte les performances socio-économiques de l'Inde et de la RDC. Il consiste également à décrire les différentes politiques appliquées par l'Inde. Le souci c'est d'appréhender les efforts que ce pays a pu réaliser dans le cadre de sa politique de développement économique et social. Pour finir, cette analyse va permettre de tirer des leçons dans le cadre des initiatives que la RDC doit prendre dans le contexte de la politique de développement.

Pour arriver aux résultats, nous avons fait recours à la technique documentaire qui nous a permis de présenter de manière succincte les performances socio-économiques de l'Inde et de la RDC ainsi que de décrire les grandes lignes de la politique de développement de l'Inde. Cette technique nous a permis d'exploiter plusieurs références issues des différents documents notamment les articles et les ouvrages :

- les articles ont permis d'identifier plus précisément les dispositifs de politique de développement mis en place par l'Inde ainsi que les différentes thématiques en rapport avec le développement ;

¹ Kiwi, Encyclopédie électronique, 2011

² Kiwi, op. cit. (1)

³ www.banquemondiale.org

- les ouvrages ont permis quant à eux de comprendre les différentes notions en rapport avec la politique de développement et la performance socio-économique.

Il convient de noter que les données en série chronologique tirées de la base des données de la Banque Mondiale pour une période longue sont utilisées afin de dégager les tendances générales en rapport avec l'Inde et la RDC.

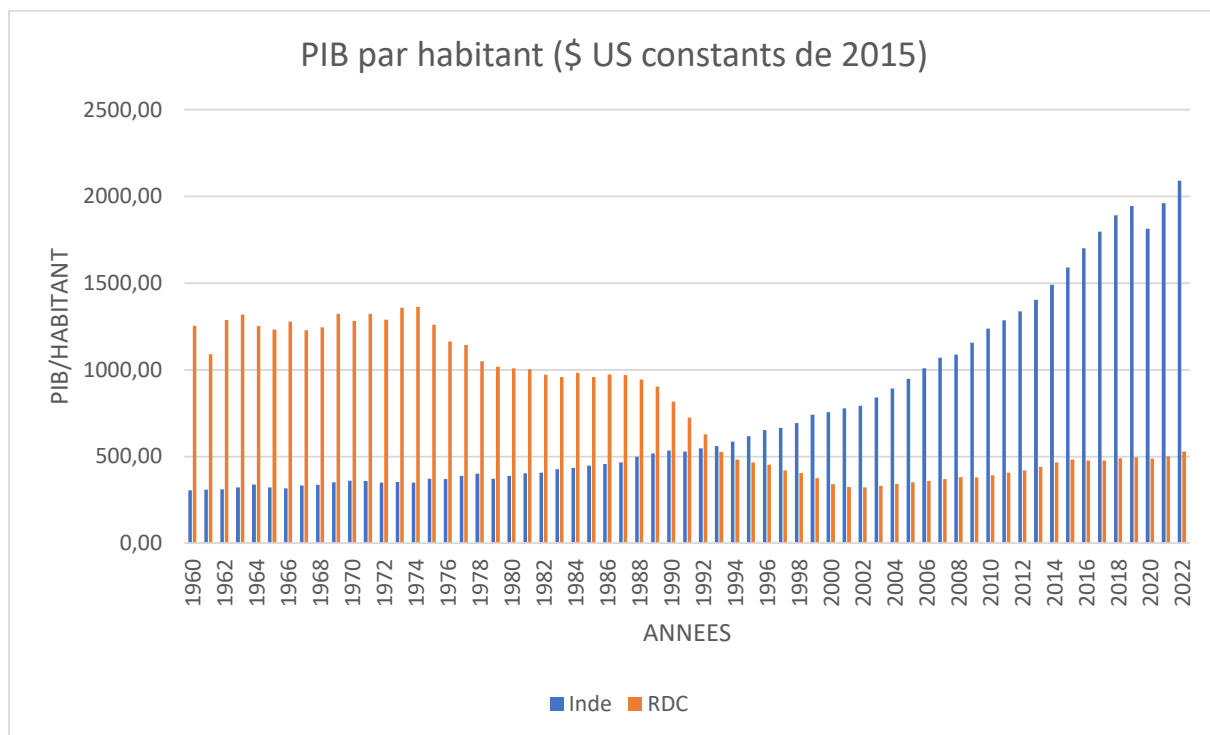
III. RESULTATS DE RECHERCHE

Dans ce point, nous allons en premier lieu, présenter les performances socio-économiques de l'Inde et de la RDC. Cette présentation consiste à montrer, en utilisant une approche comparative, l'évolution de la situation socio-économique de ces deux pays. En deuxième lieu, nous allons relever les grandes lignes de la politique de développement de l'Inde. Et, en troisième et dernier lieu, nous allons présenter succinctement les leçons tirées pour la RDC.

3.1. Performances socio-économiques de l'Inde et de la RDC

Pour analyser la performance économique et sociale de l'Inde, nous utilisons plusieurs indicateurs notamment le PIB par Habitant en (\$ US constants de 2015) de 1960 à 2022.

Graphique 1 : Evolution PIB par habitant (\$ US constants de 2015) de l'Inde et de la RDC de 1960 à 2022

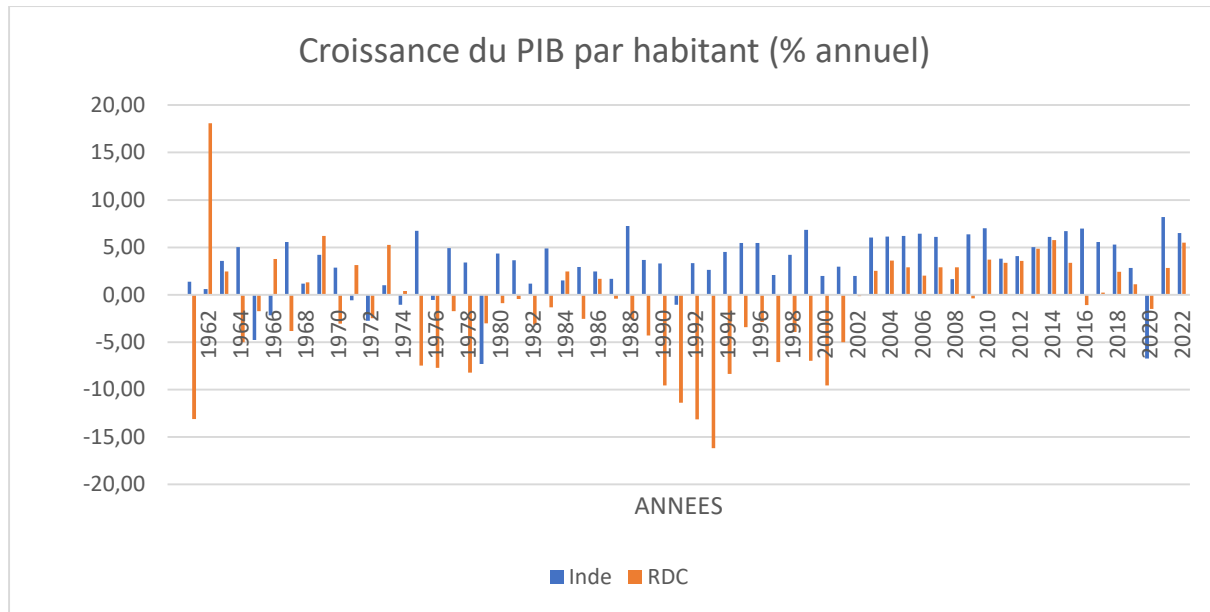


Source : Auteur, à partir de la base des données de la Banque Mondiale, 18/12/2023.

Cette source est la même pour la suite des graphiques.

Au regard de cet indicateur repris dans les graphiques ci-haut, il est clair que le Congo n'a pas suivi, depuis les années 1960 jusqu'en 2022, l'instar de l'Inde, l'itinéraire du progrès socio-économique. L'Inde a pris le chemin de développement, pendant que la RDC recule. En 1960 le PIB par habitant de la RDC était de loin supérieur à celui de l'Inde. A partir de 1992, le PIB par habitant de l'Inde devient supérieur à celui de la RDC. A partir de cette année, les deux pays ont suivi des trajectoires opposées.

Graphique 2 : Croissance du PIB par habitant (\$ US constants de 2015) de l'Inde et de la RDC de 1960 à 2022



Il apparaît clairement dans ce graphique que depuis 1960 jusqu'en 2022, la RDC a réalisé plusieurs fois des taux de croissance négatif du PIB/Habitant par contre l'Inde l'a réalisé, pour la même période, moins de fois que la RDC.

3.2. Politiques de développement de l'Inde⁴

L'Inde a obtenu son indépendance au début des années 1950 et a opté toute suite après son indépendance au socialisme, avec deux principaux objectifs ci-après : le développement et l'indépendance économique. Cette option a conféré à l'Etat un rôle prépondérant. Cela a eu comme conséquence la nationalisation de certains secteurs notamment la télécommunication et le réseau ferroviaire ainsi que l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures et la planification de l'activité économique.

L'essor d'un secteur manufacturier moderne et soutenue par les investissements publics dans les infrastructures et services a provoqué une croissance relativement forte jusqu'en 1964. La croissance ralentit à partir du milieu des années 1960. L'économie subit plusieurs chocs notamment les sécheresses de 1965 et de 1966, la dévaluation de la roupie en 1966, le choc pétrolier de 1973. Quelques mesures économiques ont aussi contribué à ce ralentissement notamment les restrictions imposées au secteur privé, le renforcement des contrôles sur les échanges extérieurs, le durcissement de la réglementation du marché du travail.

L'Inde a entrepris des réformes à partir du début des années 1980. Ces réformes ont permis d'alléger les contrôles qui pesait sur l'activité économique. Les initiatives prises par le gouvernement à cette époque étaient prudentes et limitées. Ils s'agissaient de l'assouplissement du système de licences en rapport avec la réglementation de l'activité industrielle, de la libéralisation des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires destinés aux industries exportatrices et de la baisse de certains taux d'imposition. Ces mesures ont donné une nouvelle impulsion à la croissance et à l'investissement. C'est ainsi que l'efficacité du capital a été amélioré. Ces progrès étaient accompagnés de l'aggravation du déficit budgétaire et du déficit des paiements courants. Sur ce fond de déséquilibres structurels, plusieurs chocs (guerre du Golfe, effondrement du marché soviétique, instabilité politique interne) ont provoqué en 1991 une crise des paiements extérieurs. Le gouvernement a amorcé alors un tournant dans sa stratégie économique et a adopté un programme de stabilisation et de réformes structurelles, ainsi que la dévaluation de 24 % de la roupie en juillet 1991.

⁴ CHAUVIN Sophie et LEMOINE Françoise, *L'économie indienne en bonne voie*, CEPI, 2005, p.70-83

Les réformes lancées à partir de 1991 ont conduit à une libéralisation interne de l'économie et à son ouverture sur l'extérieur. Dans l'industrie, les monopoles d'État sont réduits au minimum et le système des licences est quasiment aboli dans l'industrie manufacturière. Un programme de restructuration des entreprises publiques et d'ouverture de leur capital est mis en place. La réforme du secteur bancaire et financier autorise l'activité des banques privées et étrangères, libéralise les taux d'intérêt ainsi que les marchés boursiers qui s'ouvrent aux investissements étrangers. La réforme impose le recours aux emprunts aux taux du marché pour le financement du déficit budgétaire. L'ouverture de l'économie sur l'extérieur est passé par une réduction des barrières tarifaires et non tarifaires, par l'introduction de la convertibilité de la roupie pour les opérations courantes (1994), puis par une libéralisation partielle des opérations de capital (1997) et de celle des investissements directs étrangers.

Les réformes ont entraîné dans un premier temps (1992-1997) une accélération de la croissance, des investissements et des exportations de biens et services. À partir de 1997, cependant, un retournement intervient : la croissance fléchit et son rebond en 2003 (8 %) s'explique pour l'essentiel par le rattrapage de la production agricole après sa chute en 2002. En dehors des facteurs conjoncturels, plusieurs raisons sont avancées pour rendre compte de cette décélération. Les réformes restent inachevées. Elles n'ont guère touché le marché du travail, ni les grands monopoles étatiques (chemins de fer, électricité) dont la gestion dégradée aggrave les déficiences des infrastructures. L'investissement plafonne, pénalisé par des taux d'intérêt élevés et l'effet d'éviction exercé par le financement de la dette publique. La consommation est peu dynamique notamment du fait du faible pouvoir d'achat de la majorité de la population rurale et du manque de réformes dans le secteur agricole.

Les services ont été le moteur de la croissance économique des vingt dernières années. Leur part dans l'économie est passée de 43 % en 1983, à près de 50 % en 2003, et correspond à celle que l'on observe dans des pays où le niveau de revenu est nettement plus élevé (pays à revenu intermédiaire). Là aussi, c'est le secteur organisé qui est à l'origine de la croissance. Les activités les plus dynamiques sont les services aux entreprises, dont les services informatiques qui ne représentent encore en 2001 que 2 % de la valeur ajoutée du secteur (1 % du PIB) ; les communications, en particulier les télécommunications ; les services financiers ; les services sociaux (éducation et santé). La croissance rapide des services s'explique principalement par la forte élasticité de la demande au revenu et par l'externalisation des services des entreprises industrielles. La demande extérieure et les mesures de libéralisation l'ont aussi favorisée. La contribution des services à la création d'emplois a été dans les années 1990 plus faible que leur contribution à la croissance du PIB en raison des gains de productivité réalisés dans ce secteur. Leur part dans l'emploi a stagné (autour de 24 %) alors que leur part dans le PIB passait de 41 % à 49 % de 1990 à 2000.

Le développement de secteurs nouveaux, à plus forte intensité en capital humain (services informatiques, industrie pharmaceutique et biotechnologies) apparaît moins bridé par des contraintes internes et a positionné l'Inde sur des créneaux dynamiques de la demande mondiale. Ainsi, dans la deuxième moitié des années 1990, les exportations indiennes de services ont connu une croissance très rapide. Elles représentent près de la moitié des exportations de marchandises en 2000 (le quart en 1990). Cet essor a été largement porté par les services informatiques (35 % des exportations totales de services en 2001) et l'Inde est devenue, avec 20 % des exportations mondiales, le premier exportateur devant l'Irlande et les États-Unis.

L'Inde se caractérise par des changements très progressifs de ses structures et de sa stratégie économique. Depuis plus de 50 ans, elle a cependant significativement élevé son taux de croissance et son effort d'investissement. Au cours des prochaines décennies, l'Inde se trouvera dans une phase de sa transition démographique favorable à l'accélération de sa croissance, avec une population d'âge actif qui croît plus vite que sa population totale. La capacité de l'Inde à tirer parti de cet atout dépendra de l'effort d'investissement qu'elle pourra réaliser, soit en mobilisant ses ressources internes, soit en attirant des financements extérieurs.

3.3. Leçons à tirer de l'expérience de l'Inde

Contrairement à la RDC, l'Inde a réalisé des performances socio-économiques qui font en sorte qu'il soit compté parmi les pays émergents. C'est important de voir de plus près l'expérience de l'Inde pour tirer des enseignements susceptibles d'être exploités pour propulser l'économie de la RDC. Parmi les leçons à tirer, il conviendrait de citer la nécessité :

- l'engagement de l'Inde juste après son indépendance d'assurer le développement et l'indépendance économique ;
- le rôle prépondérant de l'Etat dans l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures et les services ainsi que la planification de l'activité économique ;
- la maîtrise de la technologie, de l'industrie et de l'énergie à la base de l'essor du secteur manufacturier et de la croissance relativement forte ;
- l'accélération de la croissance par des investissements et des exportations de biens et services (la télécommunication et l'informatique ont joué un rôle très important dans la performance de l'Inde) ;
- le changement progressif des structures et stratégies économiques permet de souligner l'importance de la séquence des réformes économiques en Inde. Le gradualisme, dans le cas de l'Inde, apparaît comme l'une des conditions du succès car il assure un enchaînement des réformes en adéquation avec la capacité d'adaptation de l'économie.

CONCLUSION

Il est important de noter qu'en 1960, la situation économique et sociale de la RDC était meilleure que celle de l'Inde. Ceci apparaît clairement lorsque l'on compare le PIB par habitant de l'Inde et de la RDC. L'Inde a commencé à prendre le dessus sur la RDC en termes des performances socio-économiques à partir de 1992. Actuellement l'Inde fait partie des pays émergents par contre la RDC s'enfonce. Les graphiques 1 et 2 qui sont repris ci-haut sont très éloquent. Ils donnent l'évolution des performances sur le plan social et économique de l'Inde et de la RDC. Il ressort de ces graphiques que les deux pays ont pris des chemins opposés. L'Inde a pris le chemin de développement et la RDC a pris le chemin du sous-développement.

L'expérience de l'Inde devait servir de leçon pour la RDC. L'Inde a su prendre des mesures courageuses malgré les moments difficiles et a su mener à bien des réformes d'envergure pour transformer positivement son économie. La République Démocratique du Congo est en mesure de faire autant, surtout que ses dotations naturelles, si elles sont exploitées suivant un plan sagement mis en place et exécuté dans l'intérêt du pays, peuvent lui permettre d'espérer en un avenir meilleur. Cependant, il faudra mettre en place une bonne politique de développement pouvant permettre à la RDC de réaliser des performances économiques et sociales inédites, des réformes structurelles courageuses, une détermination dans la lutte contre les antivaleurs et une quête effrénée de justice distributive pour asseoir un véritable patriotisme. Chaque secteur concerné devrait capitaliser ses opportunités pour assurer la diversification et la résilience de l'économie nationale. La préservation et la consolidation des acquis socio-économiques devraient être le leitmotiv de toute la population.

En somme, l'émergence est une question de travail et de temps, le développement étant un long et lent processus que seuls quelques rares nations parviennent à accélérer. Pour y parvenir, il convient de faire un double pas, celui du respect du plan et de son évaluation rigoureuse. Sans planification, on navigue à vue, on se félicite de peu. Sans évaluation, on ne corrige pas son itinéraire, même lorsque l'on va droit sur un mur. Sans les deux, on recule en pensant avancer.

La croissance économique devait avoir comme moteur l'énergie électrique, l'industrie lourde, l'industrie légère et l'industrie agro-alimentaire. Ces industries devaient évoluer en synergie. La gouvernance politique devait être caractérisée par un leadership visionnaire à l'instar des dirigeants des pays émergents. Les gouvernants doivent avoir le courage et la détermination pour entreprendre des réformes structurelles des grandes envergures.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Banque Mondiale, Base des données de la Banque Mondiale, Fichier Excel, 18/12/2023
- BERTHELEMY Jean-Claude et VAROUDAKIS Aristomène, *Quelles politiques pour un décollage économique ?*, in *Cahier de politique économique* – OCDE, n°12, 1996
- BOILLOT Jean-Joseph, *L'économie de l'Inde*, Éditions La Découverte, Paris, 2006.
- CHAUVIN Sophie et LEMOINE Françoise, *L'économie indienne en bonne voie*, CEPI, 2005, p.70-83
- CHICOTE Serna Luis, *Note sur la "philosophie du Plan de développement*, in *TiersMonde*, tome 8, n°32, L'Espagne à l'heure du développement, 1967, pp. 859-870
- DWIGHT H. PERKINS, STEVEN RADELET et DAVID L. LINDAUER, *Economie du développement*, 3 édition, Nouveaux Horizons, De Boeck, 2014
- GUILHEM CASSAN, *La caste dans l'Inde en développement-Entre tradition et modernité*, Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 2015
- KABEYA TSHIKUKU, *Économie régressive et mutation structurelle – Approche dialectique par flux en boucles* » ; in NZITA KIKHELA Paul-Denis (Dir.) : *À l'heure de l'émergence – Atouts et défis de la RDC* ; IRES/PUK ; Kinshasa, 2018, pp. 407-451.
- KABUNGU Bobo B., Pascaline Ntabugi Barakomerwa, *Chine 1978-2018: 40 ans de reformes. Quelles leçons à tirer pour un congo émergent?*, Annales de l'UNIGOM, 2017, VII, pp.43 - 80. hal-02314580.
- KABUYA KALALA et TSHIUNZA MBIYE, *Ressources naturelles, Gouvernance et défis d'une croissance soutenue en RDC*, Kinshasa, avril 2009.
- KILOLO Jean-Marc, José MANOKA José et OTCHIA Christian, *A la poursuite de l'indépendance économique de la République démocratique du Congo*, Makutano, Document de travail n°01/2020, Novembre 2020.
- LAFARGUE François, *Des économies émergentes aux puissances émergentes*, in *Question internationales*, n°51, (septembre-octobre 2011).
- TAMBA, I., TCHATCHOUANG, J.-C., DOU'A, R., *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : industries extractives, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Bonn/Berlin, Friedrich Ebert Stiftung, 2007.